



## REGARD DIRECT

AUX  
FRONTIÈRES  
DE LA  
MACÉDOINE

Les polices macédonienne, serbe, croate et slovène vérifient les papiers d'enregistrement de réfugiés avant de les autoriser à entrer en Macédoine depuis la Grèce, dans un checkpoint à proximité de la ville de Gevgelija, le 29 février 2016. Comme d'autres pays des Balkans et de l'UE, la Macédoine a imposé des restrictions pour les migrants en route vers l'Europe occidentale. Depuis le 20 janvier, seuls les réfugiés en provenance de Syrie et d'Irak sont autorisés à passer sa frontière avec la Grèce, le nombre d'entrées étant conditionné par le nombre de sorties du territoire macédonien. Hier, la police macédonienne a tiré des gaz lacrymogènes contre un groupe de 300 réfugiés syriens et irakiens, qui tentaient de forcer la barrière frontalière depuis le poste grec d'Idomeni, en face de Gevgelija, où plus de 7000 réfugiés, dont 40% sont des femmes et enfants, sont bloqués (lire en page 9).

CO-AGENCES/KEYSTONE-BORIS GRDANOSKI



AGORA

Une coupe peut en  
cacher une autre

SUISSE • La Commission des finances du Conseil national propose de diminuer la part de l'aide publique au développement à 0,3% du revenu national brut d'ici à 2020. «Un retour en arrière inacceptable», selon René Longet.

RENÉ LONGET\*

Voici quelques mois, le Conseil fédéral croyait bien faire en infligeant une coupe dite préventive de 115 millions de francs au budget 2016 de la coopération. Quant aux crédits-cadres qu'il propose pour la période 2017-2020, ils marquent également un recul de l'engagement fédéral à 0,48%. Alliance Sud a fermement critiqué ce rétrécissement des perspectives, critique présentée ici-même par Michel Egger le 24 février.

Mais une coupe peut en cacher une autre. Le 19 février, la Commission des finances du Conseil national publiait un communiqué indiquant que «la commission a proposé, par 11 voix contre 10 et 2 abstentions, de (...) de diminuer la part de l'aide publique au développement à 0,3% du revenu national brut d'ici à 2020». Les efforts du Conseil fédéral n'auront donc pas suffi, et de loin pas!

Rappelons que la décision que les Etats industrialisés consacrent 0,7% de leur PNB à l'aide publique au développement a été prise par l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 1970. Depuis, elle a été régulièrement réaffirmée lors de tous les grands sommets internationaux. La Suisse y a toujours souscrit, tout en sollicitant de la compréhension pour un alignement qui prendrait du temps.

Suite à une pétition déposée en mai 2008 avec plus de 200 000 signatures demandant d'arriver à 0,7% («0,7% - ensemble contre la pauvreté»), le Parlement s'était prononcé en février 2011 pour que la cible de 0,5% soit atteinte en 2015, et elle l'a été, selon le Conseil fédéral, avec une année d'avance (0,51% en 2014). Ce compromis semblait satisfaisant, dans la mesure où cette valeur était actée comme une étape. Notons toutefois que le même Parlement décidait en septembre 2011 de relever également, dès 2014, le budget militaire, à savoir de 4,4 à 5 milliards de francs par an...

Il ne faut pas oublier, comme l'indique le message pour la période 2017-2020, que ce pourcentage ne couvre pas que la coopération proprement dite. Sur les 3,191 milliards alloués en 2014 à l'aide publique au développement, seuls 53% ou 1,7 milliard vont directement à cette tâche, assumée pour l'essentiel (1,45 milliard) par la Direction du développement et de la coopération (DDC) et pour un petit sixième par le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco). Quelque 14% sont destinés à l'aide humanitaire et un autre 14% au soutien aux requérants d'asile, soit chaque fois 460 millions.

On avait bien retenu que les orientations du nouveau Parlement n'étaient pas exactement en phase avec les dispositions constitutionnelles régissant les relations internationales. On peut d'ailleurs se demander si l'article 54 de la Constitution trouverait encore grâce aujourd'hui: la Suisse «contribue notamment à soulager les populations dans le besoin et à lutter contre la pauvreté ainsi qu'à promouvoir le respect des droits de l'homme, la démocratie, la coexistence pacifique des peuples et la préservation des ressources naturelles».

On peut comprendre, sans le partager bien entendu, que d'aucuns veuillent propager le repli sur soi, et ancrer l'égoïsme au cœur des options politiques nationales; c'est d'ailleurs un bon fonds de commerce électoral dans de nombreux pays. Ce qu'on ne peut pas comprendre, en revanche, est d'occulter les contraintes et les conséquences de la mondialisation, spécialement dans un pays aussi dépendant des relations extérieures pour ses ressources naturelles, pour ses revenus (tourisme, notamment) et pour ses exportations que le nôtre.

Peut-on sincèrement imaginer vivre en paix alors que le monde va à vau-l'eau, vouloir ne rien en savoir quand 60 millions de personnes sont obligées de quitter leur lieu de vie, penser se mettre à l'abri des effets de la migration forcée, et ne pas aider les femmes et les hommes du Sud à vivre dignement dans leur pays? Comme le dit le Conseil fédéral, «notre prospérité et notre sécurité dépendent de l'environnement international».

Etre sur la même planète et oublier d'investir suffisamment dans un monde plus équitable et plus équilibré ne fonctionnera pas. Dès lors réduire de quelque 40% l'effort de solidarité, sous toutes ses formes, c'est non seulement trahir nos engagements en s'éloignant de manière coupable des 0,5% convenus, c'est aussi saboter notre propre avenir. Si les perspectives financières énoncées par le Conseil fédéral sont peu réjouissantes, celles de la Commission des finances dépassent toutes les bornes.

\* Président de la Fédération genevoise de coopération (FGC).

Entre deux bouchées de mammoth séché, Ougougourok méditait. Les choses avaient bien changé depuis la Nuit du Partage. Au coucher du soleil, ce jour-là, les deux caïds du clan Rok et du clan Wak avaient réuni tout le monde au centre de la plaine. Une grande nervosité régnait, car personne ne connaissait le motif de cette convocation jumelée. Et, tandis que les femmes-tambour jouaient des rythmes sourds et hypnotiques, les Rok et les Wak se scrutaient mutuellement pour découvrir le fin mot de l'histoire. La leur tremblante des torches, cependant, ne laissait voir au fond des yeux que l'éclat hésitant de la perplexité. Les plus bi-



PAR  
NICOLAS  
TAVAGLIONE\*

Rok. On posterait des guerriers armés des meilleures sagaies, et les femmes-arcs peintes de rouge iraient veiller dans les frondaisons. Ainsi fut fait. Pour marquer le coup, le chamane égorgé devant tout le monde un ours capturé sous la lune – et versa le sang fumant sur la ligne qu'il venait de tracer dans la poussière.

Pour Ougougourok, la vie devint moins réjouissante. Plus question de chasser le tigre avec son frère de maraude, Ougougouwak. Plus question d'offrir du miel à l'ondulante Tugubawak, puisqu'elle vivait de l'autre côté. Et plus question de suivre son instinct de limier, puisque les pistes devaient s'arrêter bien souvent, sans logique, au milieu d'une plaine que les animaux traversaient comme avant. Et puis régulièrement, des franchissements survenaient par mégarde. C'étaient alors des escarmouches qui laissaient tout leur temps aux proies de fuir bien loin de leurs poursuivants. Et il y avait eu des morts. Lors du grand incendie, les Rok avaient repoussé au-delà de la ligne les Wak qui cherchaient refuge de l'autre côté du fleuve. Les

flammes les avaient dévorés. Heureusement, la belle Tugubawak en avait réchappé. Mais Ougougourok n'était pas satisfait. Quelques mots rituels et un sacrifice d'ours avaient réussi à changer l'ordre du monde: il y a quelques lunes seulement régnaient la paix et les équipées communes entre les deux clans; aujourd'hui dominait le tabou de la ligne – qui divisait la plaine comme si une montagne avait poussé en son centre. C'était grande sorcellerie. Heureusement, le mammoth séché avait toujours le même goût. Et Ougougourok sourit. Il venait de décider de s'enfuir avec Ougougouwak, Tugubawak et quelques amis – pour s'installer au loin dans une région sans ligne de partage en attendant que

ces chefs aux idées folles retournent à la poussière.

Et nous voilà quinze mille ans plus tard. Nous savons que les espoirs d'Ougougourok étaient vains: les frontières sont désormais un trait distinctif de notre monde – et nous y sommes tant habitués qu'elles ont toutes les apparences d'un fait naturel brut. Nous savons également que dans les territoires qu'elles délimitent se sont édifiés des systèmes politiques, des mécanismes d'expression populaire, des dispositifs de solidarité et des communautés (souvent) culturelles qui sont difficiles à imaginer sur une Terre sans douaniers. Elles sont constitutives de la tapisserie de nos existences ordinaires – et bien des gens craignent que l'ouverture vienne détricoter cette subtile dentelle accouchée par des siècles ou des millénaires d'histoire sociale. Le temps les a donc sanctifiées de son antique poussière.

Mais n'oublions pas ce qui frappait l'esprit d'Ougougourok. Regardons les frontières du même œil «primitif» que lui et nous rejoindrons certaines leçons de la philosophie contemporaine: les nations, pour parler comme le métaphysicien Barry Smith, sont des «objets spatiaux décréétés» dont les frontières «existent comme résultat d'une décision ou d'une convention humaine». Ougougourok avait raison: il entre dans toute ça une puissante sorcellerie – qui, comme la magie, se fonde sur le pouvoir causal des mots. Car la frontière est le fruit d'un acte de foi continuellement renouvelé dont la formule magique est la suivante: «Nous attribuons à ce tracé imaginaire la fonction d'un mur infranchissable dont seuls nous contrôlons les portes». A la racine de nos vies ordinaires enserrées dans les murs de la nation, il y a donc une forme d'arbitraire métaphysique que trop souvent nous perdons de vue. Ougougourok, lui, n'était pas dupe des traits dans la poussière. D'où il suit que des Cro-Magnon aux nationaux-populistes d'aujourd'hui, l'évolution n'est pas certaine.

\* Philosophe, auteur du *Dilemme du soldat. Guerre juste et prohibition du meurtre, de Gare au gorille. Plaidoyer pour l'Etat de droit, et de Dernières nouvelles du zoo. Chroniques politiques.*

COMME UN MARDI

Mélancolie  
du Cro-Magnon

leurs serraient leur pieu ou leur casse-tête d'une main moite. Les plus féroces attendaient l'odeur du sang. Les plus sages ouvraient leur esprit à toute éventualité. Finalement, les deux caïds prirent la parole. Les errances libres dans la plaine étaient désormais terminées. Le chamane traça au sol une longue ligne du bout de son bâton-magie. En-deçà de la ligne, ce serait le territoire des Rok. Au-delà, ce serait le territoire des Wak. Placés face-à-face de chaque côté de la ligne, les caïds, entrechoquant leurs coiffes de dents de tigre, crièrent en chœur: «Ceci est à nous». Le franchissement serait tabou et il n'était plus question que les Rok aillent cueillir des baies chez les Wak, ni que les Wak courent le lièvre jusque chez les